

CHINE

Militants des droits de l'homme : arrestation de Ding Zilin, condamnation de Harry Wu.

Index AI : AI 17/58/95

« Les autorités chinoises doivent libérer immédiatement et sans condition deux militants des droits de l'homme, Harry Wu et Ding Zilin, actuellement détenus en Chine », a déclaré aujourd'hui (jeudi 24 août 1995) Amnesty International.

L'organisation de défense des droits de l'homme prie instamment les autorités chinoises de garantir le respect total des droits de l'homme pendant la quatrième conférence internationale des Nations unies sur les femmes, qui se tiendra à Beijing (Pékin) au début du mois prochain.

« L'arrestation de Ding Zilin et de son mari Jiang Peikun semble être une tentative du gouvernement chinois pour éloigner les « fauteurs de trouble » pendant la conférence des Nations unies » a déclaré Amnesty International. « Elle relève d'une pratique courante en Chine, consistant à procéder à une vague d'arrestations avant chaque date anniversaire ou événement important. »

Avant le sixième anniversaire de la répression des manifestations de juillet 1989 en faveur de la démocratie, plus de 50 personnes ont été arrêtées dans toute la Chine. Les récentes arrestations font également suite à une opération de « nettoyage » de la capitale, qui s'est traduite par le déplacement forcé des vagabonds et par l'exécution d'au moins 16 personnes à Beijing, afin de faire régner « l'ordre public » pendant la conférence.

Ding Zilin et Jiang Peikun ont été arrêtés le 18 août dans la ville de Wuxi, province de Jiangsu, au sud-est de la Chine, avant la date prévue pour leur retour à Beijing, et ils seraient accusés « d'irrégularités économi-ques » Ding Zilin, qui s'était exprimée avec vigueur en faveur des familles des personnes tuées ou blessées lors de la répression des manifestations en faveur de la démocratie de juin 1989, n'avait pas l'intention de prendre part à la conférence, ni au forum des organisations non-gouvernementales qui aura lieu simultanément.

Un autre militant des droits de l'homme, l'Américain d'origine chinoise Harry Wu, a été condamné aujourd'hui à 15 ans de réclusion par un tribunal de la ville de Wuhan, pour avoir « dérobé des secrets d'État » et « s'être fait passer pour un fonctionnaire de l'État ». Le tribunal l'a également condamné à être expulsé de Chine. Les magistrats ont déclaré que son expulsion dépendrait « de son attitude et de son comportement », mais l'avocat de Harry Wu indiquait aujourd'hui que l'expulsion pourrait avoir lieu avant la fin du mois d'août. Selon l'avocat, l'état moral et physique de Wu est satisfaisant, mais sa femme serait très inquiète au sujet de son dos, pour lequel il a besoin de soins médicaux.

Wu aurait été assisté par deux avocats, et un diplomate américain était présent au cours du procès, qui a duré 4 heures. Wu a été déclaré coupable pour deux chefs d'accusation, pour lesquels il a été condamné d'une part à 15 ans, et de l'autre à 5 ans de réclusion. Les deux condamnations ont été confondues en une peine globale de 15 ans. Wu a renoncé à son droit de faire appel de la décision du tribunal. 1